

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie avec la participation des SE de la zone
Mai 2024

Faits saillants :

- Région : déficit public supérieur à 3% du PIB pour 5 pays sur 7 en 2023
- Tchéquie : nouvelle baisse des taux directeurs à 5,25%
- Hongrie : la balance courante devient excédentaire
- Lettonie : une loi pour garantir l'accès au « cash »

LE CHIFFRE A RETENIR

6,3 Mds€

Le premier décaissement du PNRR reçu par la Pologne en avril

Dossier du mois : 20 ans de l'adhésion à l'UE en Europe centrale et balte

En ce mois de mai 2024, les pays d'Europe centrale et balte célèbrent les 20 ans de leur adhésion à l'Union européenne. A l'heure du bilan, il apparaît de façon évidente que les pays d'Europe centrale et balte ont largement bénéficié de l'adhésion à l'UE. L'écart de richesse est aujourd'hui criant avec les pays n'ayant pas adhéré à l'UE à l'époque. Outre les bénéfices de l'intégration au marché unique et aux chaînes de valeur européennes qui ont permis d'augmenter considérablement leur commerce de biens et de services, les pays d'Europe centrale et balte ont largement profité des fonds européens qui ont permis le développement de leurs territoires. Toutefois, le rattrapage avec les principales économies européennes n'est pas encore achevé. Les niveaux de richesse par habitant des pays d'Europe centrale et balte se trouvent encore, en valeur nominale comme en parité de pouvoir d'achat, inférieurs à la moyenne européenne.

Europe centrale et balte

En 2023, cinq pays de la région ont connu un déficit public supérieur à 3% du PIB

L'année 2023 a mis à l'épreuve les finances publiques de certains Etats membres de l'UE : le déficit public pour l'ensemble de l'UE-27 s'est légèrement creusé en passant de 3,4% du PIB en 2022 à 3,5% en 2023 selon les chiffres publiés par Eurostat le 22 avril. Cinq des sept pays de la région ont enregistré un déficit public supérieur à 3% du PIB. La plus mauvaise performance régionale revient à la Hongrie qui, à 6,7% du PIB, enregistre le 2^{ème} déficit le plus élevé de l'UE après l'Italie (7,4%). A l'autre extrémité, la Lituanie se distingue en affichant un déficit de seulement 0,8% du PIB. La trajectoire de la Lettonie est également remarquable, puisqu'elle a réussi à réduire son déficit public de 2,4 points de PIB en l'espace d'un an (2,2% du PIB, contre 4,6% en 2022).

En ce qui concerne la dette publique dans la région, seule celle de la Hongrie (73,5% du PIB) dépasse le seuil de 60%, mais reste néanmoins sous la moyenne de l'UE (81,7%). A 19,6% du PIB, l'Estonie se distingue avec le ratio de dette publique le plus faible de toute l'Union européenne.

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
Déficit public (% du PIB)							
2020	-6,9	-7,6	-5,8	-5,3	-5,4	-4,4	-6,5
2021	-1,8	-7,2	-5,1	-5,2	-2,5	-7,2	-1,1
2022	-3,4	-6,2	-3,2	-1,7	-1,0	-4,6	-0,6
2023	-5,1	-6,7	-3,7	-4,9	-3,4	-2,2	-0,8
Dette publique (% du PIB)							
2020	57,2	79,3	37,7	58,8	18,6	42,7	46,2
2021	53,6	76,7	42,0	61,1	17,8	44,4	43,4
2022	49,2	74,1	44,2	57,7	18,5	41,8	38,1
2023	49,6	73,5	44,0	56,0	19,6	43,6	38,3

Voir le communiqué d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/2-22042024-ap>

Pologne

La Pologne reçoit une première tranche du PNRR (6,3 Mds EUR)

Mi-avril, la Pologne a reçu une première tranche (hors préfinancement RePowerEU) de 6,3 Mds EUR (27 Mds PLN) au titre de son Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de covid-19. Ce versement, qui constitue un succès politique pour le Premier ministre Donald Tusk et la coalition au pouvoir, fait suite à la première demande de décaissement, soumise par la Pologne le 15 décembre dernier, et à son approbation par la Commission européenne. Pour 2024, le gouvernement polonais a annoncé vouloir déposer deux demandes de paiement pour un montant de 23 Mds EUR. Au total, la Pologne peut prétendre à une enveloppe globale de 59,8 Mds EUR (dont 34,5 Mds EUR de prêts) dans le cadre de son PNRR.

Le fonds américain Cerberus achète la banque en résolution Velobank (ex- Getin)

L'autorité de résolution bancaire polonaise (BFG) a confirmé un accord préliminaire d'achat de 100% du capital de VeloBank S.A. par le fonds Cerberus Capital Management. Le prix de la transaction, 1 075 M PLN (250 M EUR) se décompose en deux parties : 375 M PLN (88 M EUR) pour le rachat d'actions et 700 M PLN (162M EUR) d'injection pour le renforcement de capitaux propres de la banque afin de satisfaire les critères prudentiels. Pour mémoire, le BFG a lancé l'opération de restructuration forcée (résolution) de Getin Noble Bank S.A (GNB) le 30 septembre 2022 avec le transfert d'une partie de ses activités à une nouvelle entité (une « good bank ») nommée VeloBank S.A. La résolution de cette banque a permis de préserver la totalité des dépôts des clients de GNB pour un montant de 38,1 Mds PLN (8,9 Mds EUR).

Série de plans sociaux en Pologne

L'augmentation du salaire moyen en Pologne (1 944 EUR en mars, en hausse de 12% en g.a.) s'est accompagnée d'une légère baisse de l'emploi (-0,2% d'emplois en g.a. en mars). Sans qu'un lien direct puisse être fait à ce jour avec la hausse des salaires, on note que plusieurs groupes ont annoncé d'importants plans sociaux : le distributeur généraliste Eurocash (1000 suppressions d'emplois), la société de télécoms Nokia (800 emplois), Levi Strauss (fermeture de l'usine de Plock, 800 emplois), Scania (fermeture de l'usine d'autobus à Slupsk, 800 emplois), Stellantis (fermeture du site à Bielsko-Biala, 468 emplois) ou encore GE Power (fermeture de la fonderie d'acier moulé à Elblag, 170 emplois). Le ministère du Travail s'est déclaré « préoccupé » par la multiplication des plans sociaux (160 environ portant sur 17 000 emplois au total) et souhaite « assurer le suivi de la situation ». Néanmoins, il rappelle que le taux de chômage reste très bas, à 2,9% en février, soit le 2^{ème} taux de chômage le plus bas dans l'UE d'après Eurostat.

Le Ministère des Finances signale un risque de dérapage des finances publiques

Dans son « livre blanc des finances publiques » pour la période 2016-2023, le Ministère des Finances critique la détérioration de la transparence des finances publiques sous le précédent gouvernement PiS, illustrée par la création de multiples fonds extra-budgétaires. A titre d'exemple, la valeur totale des fonds gérés par la banque publique de développement BGK a été multipliée par huit en 2015-2023 pour atteindre 131,7 Mds PLN (30,6 Mds EUR). Le rapport alerte en conséquence sur la croissance rapide de la dette publique, qui devrait dépasser 60% du PIB dès 2026 et atteindre 63,2% en 2027.

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	6,2	4,5	3,7	2,7
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	5,9	5,4	4,9	4,2
Taux de chômage (% population active)	3,0	2,9	2,9	/
Taux directeur (% , NBP)	5,75	5,75	5,75	5,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Hongrie

La Banque centrale de Hongrie continue de réduire ses taux

Conformément aux attentes, le Conseil monétaire de la Banque centrale de Hongrie (MNB) a abaissé le taux directeur de 50 points de base à 7,75 % le 23 avril 2024. Le cycle d'assouplissement se poursuit donc, mais à un rythme plus lent (baisses de 75 et 100 points de base en mars et février). La Banque centrale justifie sa prudence par un rebond anticipé de l'inflation au-dessus de sa cible (2-4%) à partir de mai, en raison de l'augmentation des coûts des services et d'importants effets de base. Par ailleurs, la Banque centrale demeure attentive à l'évolution du forint qui se rapproche du seuil symbolique des 400 HUF pour 1 EUR.

La Hongrie revoit à la baisse ses prévisions de croissance et reporte certains projets d'investissement public

Le gouvernement a décidé de ne soumettre le projet de budget 2025 qu'après le 5 novembre 2024. Ce faisant, il modifie son calendrier habituel de planification budgétaire, qui a particulièrement mal fonctionné ces dernières années, avec des révisions constantes en cours d'exercice. Probable fait déclencheur, la récente baisse significative des perspectives de croissance (obérées par des prévisions minorées de consommation comme d'investissements) pour 2024 : de 4 % à 2,5 % du PIB. Pour 2025 la prévision est de 4,1 %. Par ailleurs, le gouvernement vise désormais un déficit budgétaire 2024 à 4,5 % du PIB, avec une réduction possible à 3,7 % en 2025 et 2,9 % en 2026. Il a aussi été décidé de reporter des projets d'investissement public à hauteur de 675 Mds HUF (1,76 Md EUR).

Le solde de la balance courante est devenu excédentaire en 2023

Soutenus par la baisse des prix de l'énergie et une faible demande intérieure, les indicateurs de la balance extérieure se sont nettement améliorés en 2023. Selon la MNB, le ratio balance des transactions courantes/PIB s'est amélioré de plus de 8 points de pourcentage l'an passé, fait rarissime qui s'explique surtout par un excédent commercial supérieur à 10 Mds EUR. Cela s'est traduit par un excédent annuel de la balance courante de 0,3 % du PIB.

En raison de la contraction des emprunts nets, la dette extérieure nette n'a augmenté que modérément en 2023. Elle est restée inférieure à 12 %, proche de son niveau historique le plus bas. À la fin de 2023, les réserves internationales ont atteint le niveau record de 41,4 Mds EUR d'euros.

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	5,5	3,7	3,6	3,6
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	9,1	7,8	7,0	6,5
Taux de chômage (% population active)	4,2	4,3	4,4	/
Taux directeur (% , MNB)	10,75	10,00	9,0	8,25

Source : Eurostat, Banque centrale

République Tchèque

Croissance anticipée en 2024 à 1,4% (+0,2 pp)

Le 10 avril, le Ministère des Finances a publié ses nouvelles prévisions économiques pour l'année 2024. Après une baisse du PIB de 0,3% en 2023, le ministère anticipe un redémarrage de l'économie en 2024. Le niveau de croissance atteindrait +1,4%, contre +1,2% prévu en janvier. Le ministère table sur une reprise de la consommation des ménages (+2,7%) permettant de compenser de moindres investissements et les effets du paquet de consolidation adopté en 2023. L'inflation serait en moyenne de 2,7% sur l'année. Le marché du travail resterait contraint avec un taux de chômage à 2,6% en moyenne. La balance des paiements serait excédentaire, avec une balance commerciale qui continuerait d'être positive. Le déficit public anticipé en 2024 est de 2,3% avec un déficit structurel à 2%. Les recettes seraient en hausse de 4%, portées par les prélèvements sociaux (+8,9%) et l'impôt sur le revenu (+7,1%), dynamisé par la hausse des salaires (+3,6%). A l'inverse, l'impôt sur les sociétés devrait avoir un rendement moindre, les recettes de la *windfall tax* sur les résultats exceptionnels liés aux cours de l'énergie baissant, mais étant partiellement compensées par la hausse du taux d'imposition, passé de 19% à 21%. Les dépenses devraient croître de 4,6%, portées par les transferts sociaux (+6,5 %). Enfin, le niveau de dette atteindrait 45,5% du PIB avec un accroissement du service de la dette (+1,4%).

Nouvelle baisse des taux directeurs dans le contexte de retour à la croissance

Réuni le 2 mai 2024, le conseil de la banque centrale tchèque (CNB) a abaissé une nouvelle fois son principal taux directeur, de 5,75% à 5,25%. Il s'agit de la 4e baisse consécutive depuis le 21 décembre 2023, et l'amorce de détente monétaire faisant suite au ralentissement rapide de l'inflation en République tchèque. Si cette nouvelle baisse était attendue par les observateurs, on peut noter qu'elle survient dans un contexte de retour de la croissance, le PIB s'inscrivant à +0,4% pour le premier trimestre 2024 (en glissement annuel), après une année 2023 globalement décevante (-0.2%).

Population tchèque en hausse malgré un solde naturel négatif

Le solde naturel de la Tchéquie est négatif (-21,6 k) en 2023 avec 91,1 k naissances (+10% par rapport à 2022), et 112,8 k décès (-6%). L'augmentation de la population provient d'un solde migratoire positif de 94,7 k personnes. L'année 2022 avait vu une immigration importante (349,5 k personnes), sous l'effet de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. A moyen terme, et sans immigration, la baisse de la natalité devrait accroître les tensions, déjà présentes, du marché du travail, tout en mettant en difficulté le financement des retraites, le système actuel fonctionnant par répartition.

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	7,6	2,7	2,2	2,2
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	5,5	4,8	4,3	4,4
Taux de chômage (% population active)	2,7	3,0	2,6	/
Taux directeur (% , CNB)	6,75	6,75	6,25	5,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Slovaquie

L'Office des statistiques a revu à la hausse ses données macroéconomiques pour 2023

L'Office des statistiques a revu à la hausse ses dernières données sur le PIB pour 2022 et 2023. La croissance 2022 a été révisée à +1,9% (+0,1 point) et celle de 2023 à 1,6% (+0,5 point). La révision concerne notamment les deux derniers trimestres 2023 avec des croissances respectives de 2% (+0,9 point) au T3 et de 2,2% (+0,9 point) au T4.

L'activité de l'Agence de gestion de la dette se poursuit

Mi-avril, pour la première fois depuis l'élection présidentielle du 6 avril, l'Agence de gestion de la dette (ARDAL) a réalisé deux émissions. Lors de la première, ARDAL a emprunté au total 681,5 M EUR en quatre tranches : 203 M EUR au taux de 3,598% à dix ans, 202,5 M EUR au taux de 3,4% à échéance 2026, 138 M EUR au taux de 3,12% à échéance 2028 et 138 M EUR au taux de 3,96% à échéance 2047. La seconde émission a eu lieu le 18 avril, la Slovaquie vendant des obligations à hauteur de 635 M CHF. Ainsi, pour la première fois depuis 10 ans, ARDAL a réalisé une émission dans une monnaie autre que l'euro. La première tranche était de 325 M CHF au taux de 1,5225% à échéance 2028 et la seconde de 310 M CHF au taux de 1,915% à échéance 2034.

Prévisions macroéconomiques moins optimistes pour l'année 2024

Pour 2024, tant la Banque centrale que le Ministère des Finances ont revu à la baisse la croissance dans leurs dernières prévisions (avril). Cela tient aux fortes incertitudes qui pèsent sur la consommation des ménages, à l'absorption ralentie des fonds européens et à la dégradation structurelle des finances publiques.

Selon la Banque centrale, l'économie slovaque devrait progresser de 2,3% en 2024 (soit -0,5 point par rapport aux prévisions de décembre) du fait de la détérioration de la demande extérieure et de la reconstitution de l'épargne des ménages. En conséquence, la hausse de la consommation des ménages sera limitée à +0,6%. Les exportations slovaques (+4,2%) ont été également revues à la baisse (-2,1 points) puisque l'activité de la zone euro reste atone, les importations progressant de 5,1%. Par ailleurs, les investissements devraient ralentir considérablement (effet base : forte consommation en 2023 du reliquat de fonds UE 2014-2020 vs. consommation encore faible des fonds UE 2021-2027), chutant de +9,6% en 2023 à +0,9% en 2024.

Le Ministère des Finances est plus conservateur, anticipant une croissance de 2% en 2024 en raison d'une plus large consommation des ménages (+2,3%), mais d'anticipations défavorables quant aux contributions respectives des investissements (-1,6%) et du commerce extérieur (hausse des exportations limitée à +2,8% ; contre +6,3% pour les importations).

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	6,6	4,4	3,8	2,7
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	6,8	5,4	4,8	3,9
Taux de chômage (% population active)	5,6	5,5	5,5	/
Taux directeur (% , BCE)	4,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Estonie

Deuxième décaissement du PNRR : l'Estonie reçoit 122,3 M EUR

La Commission européenne a effectué le deuxième versement des fonds accordés à l'Estonie dans le cadre de son PNRR pour un montant de 122,3 M EUR, l'Estonie ayant rempli tous les objectifs fixés. Le plan de relance révisé a été approuvé le 16 juin 2023 et représente un financement total de 953 M EUR. Avec ce nouveau décaissement, et suite aux 383 M EUR déjà versés en novembre 2023, l'Estonie a reçu plus de la moitié de son PNRR. Les paiements ultérieurs, d'un montant total d'environ 450 M EUR, seront effectués en fonction des objectifs du PNRR atteints en 2025 et 2026.

Ministère des Finances : croissance nulle cette année

Les prévisions de printemps du Ministère des Finances indiquent que la récession économique de l'année dernière a été plus importante que prévue (-3%), et que la reprise économique espérée par le pays n'a pas encore eu lieu. Pour 2024, le ministère s'attend ainsi à une croissance nulle. Toutefois, il estime que les facteurs qui ont entravé le développement de l'économie estonienne au cours des deux dernières années s'atténuent : l'inflation ralentit, la croissance des salaires se poursuit, les taux d'intérêt diminuent progressivement et aucune vague de chômage n'est attendue.

Fonds de Transition Juste : 53 M EUR pour le comté d'Ida-Viru

Dans le cadre des mesures européennes de soutien à la décarbonation de l'économie, une enveloppe tirée du Fonds pour une Transition Juste a été allouée à neuf grands projets dans le comté d'Ida-Viru, au Nord-Est de l'Estonie. L'un d'entre eux concerne le projet de construction d'une usine d'aimants par la société Neo Performance Materials (groupe canadien) à Narva. Les projets sont principalement dans le secteur de l'industrie manufacturière, le textile, la construction mécanique et l'hébergement. Le nombre de demandes auprès de ce fonds est d'ailleurs en constante augmentation depuis janvier. Près de 150 M EUR ont été demandés par les entreprises de la région – de quoi créer plus de 1 000 nouveaux emplois. La région d'Ida-Viru, située à la frontière avec la Russie et connue pour ses sites de production d'huile de schiste bitumineux, est le lieu privilégié d'allocation des 340 M EUR dont l'Estonie devrait bénéficier au titre du Fonds pour une Transition juste.

Gender gap : réduction de près de 5 points en un an

Selon l'Institut national de statistiques, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes a diminué de 4,6 points de pourcentage en 2023. En moyenne, les femmes gagnaient 13,1% de moins que les hommes l'an dernier. En 2023, le salaire horaire brut moyen était de 10,27 euros pour les femmes et de 11,8 euros pour les hommes.

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	4,3	5,0	4,4	4,1
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	5,0	5,0	5,0	4,9
Taux de chômage (% population active)	6,9	7,5	7,7	/
Taux directeur (% , BCE)	4,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Lettonie

Le FMI revoit à la baisse les prévisions de croissance économique pour 2024

Dans son dernier rapport publié le 16 avril, le FMI a abaissé à 1,7% sa prévision de croissance du PIB letton pour 2024, contre 2,6% prévus en octobre 2023. L'inflation devrait se situer autour de 2% cette année. Pour 2025, le FMI prévoit une croissance de 2,4% et une inflation de 3,6%.

Une loi pour garantir l'accès à l'argent liquide au public

Pour garantir l'accès à l'argent liquide sur tout le territoire de la Lettonie, le gouvernement a soutenu la proposition du Ministère des Finances et de la Banque centrale de définir, à partir de l'année prochaine, le nombre exact de distributeurs automatiques de billets que les établissements de crédit devront mettre à la disposition de leurs clients. La distance entre les distributeurs de billets, les heures d'ouverture et autres exigences seront également définies par la Banque centrale. En juin 2023, la Lettonie ne comptait que 4,9 distributeurs pour 10 000 habitants, ce qui est l'un des taux les plus bas d'Europe. Malgré la croissance des paiements électroniques, les espèces représentent encore 33% des paiements quotidiens.

8 700 réfugiés ukrainiens ont trouvé un emploi en Lettonie

Selon les données du Bureau central des statistiques (CSB), 8 700 réfugiés ukrainiens étaient employés en Lettonie début 2024. Presque 23% d'entre eux travaillent dans la production industrielle, 13,3% dans le secteur de l'hébergement - restauration et 13% dans le commerce. 11% sont employés dans les secteurs de la finance, des assurances, de la santé et de l'éducation, et 9% le sont dans le domaine de la construction.

L'indice d'attractivité de la Lettonie continue de baisser

L'indice d'attractivité de la Lettonie a atteint son plus bas historique en 2023, soit 1,9 point sur 5 selon l'enquête « Sentiment Index » réalisée par le Conseil des investisseurs étrangers en Lettonie (FICIL), en coopération avec la Stockholm School of Economics de Riga. Par rapport à l'enquête de 2022, l'évaluation de l'attractivité de la Lettonie en matière d'investissement a diminué de 0,4 point de pourcentage et la part des investisseurs enquêtés qui prévoient d'investir en Lettonie à l'avenir a diminué de 79 % en 2022 à 67 % en 2023.

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	0,9	1,1	0,6	1,0
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	4,4	3,8	3,5	3,8
Taux de chômage (% population active)	7,0	6,9	6,9	/
Taux directeur (% , BCE)	4,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Lituanie

Mise en œuvre des réformes dans le cadre du plan de relance et de résilience (PNRR)

La vice-ministre des Finances a annoncé que la Lituanie a d'ores et déjà mis en œuvre de 57 des 79 jalons figurant dans son PNRR. Après avoir reçu une évaluation positive de la part de la Commission européenne, la Lituanie a reçu, en mars dernier, 360 M EUR au titre de la deuxième demande de décaissement de son PNRR (volet prêts). La troisième demande de paiement d'un montant de 310 M EUR, toujours sous le volet prêts, devrait être soumise au cours du troisième trimestre 2024.

Evolution modeste des recettes fiscales sur les deux premiers mois de l'année 2024

Au cours des deux premiers mois de 2024, les recettes du budget de l'Etat et des collectivités locales s'établissent à 2,7 Mds EUR, en hausse de 3,5% par rapport à 2023. Sur ces deux premiers mois, les recettes budgétaires provenant de l'impôt sur le revenu s'élèvent à 0,8 Md EUR (+13,3 % en g.a.) grâce à une augmentation du nombre de personnes exerçant un emploi et à une hausse très importante des salaires. En revanche, les recettes de la TVA s'établissent à environ 1,2 Md EUR (-7,3 % en g.a.) du fait d'une baisse significative des recettes provenant de la vente de produits énergétiques, dont le prix fortement diminué depuis un an.

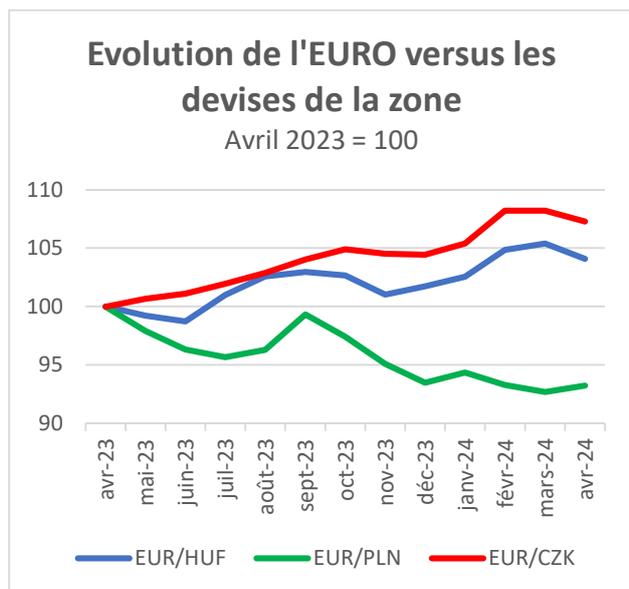
La croissance de l'industrie manufacturière portée par la résilience de l'industrie chimique

Au 1^{er} trimestre 2024, la production de l'industrie manufacturière lituanienne a connu une croissance de 1,1%, en g.a. L'industrie alimentaire a connu une hausse de 2,2%, l'industrie chimique a augmenté de 23,2%. En revanche, la production de meubles a diminué de 8,3%.

	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024	Mars 2024
Inflation (% , g.a.)	1,6	1,1	1,1	0,4
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	5,3	4,7	4,6	3,8
Taux de chômage (% population active)	7,0	7,7	7,4	/
Taux directeur (% , BCE)	4,5	4,5	4,5	4,5

Source : Eurostat, Banque centrale

Indicateurs macroéconomiques



	Clôture au 02/05/2024	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2023 (%)
EUR/PLN*	4,32	0,56	-0,50
EUR/HUF*	390,68	-1,25	-2,54
EUR/CZK*	25,14	-0,87	4,25
EUR/USD*	1,07	-0,29	0,49
WIG20	2485	2,05	38,65
BUX	68142	4,22	55,60
PX	1549	2,22	28,89
Euro Stoxx 50	4891	-3,03	28,94
Spread PL-10**	308	2	-120
Spread HU-10**	456	13	-198
Spread CZ-10**	171	10	-74

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2022	656 152,6	168 549,6	276 265,7	109 762,0	36 011,1	38 386,2	67 436,5
2023	750 800,7	196 391,4 (p)	305 966,5	122 812,8	37 682,4	40 348,0	71 986,2
Taux de croissance du PIB réel (% g.a.)							
2022	5,6	4,6	2,4	1,9	-0,5	3,0	2,4
2023	0,2	-0,9 (p)	-0,3	1,6	-3,0	-0,3	-0,3
Populations (milliers)							
2022	36 889,76 (p)	9 689,01	10 516,71	5 434,71	1 331,80	1 875,76	2 805,10
2023	36 753,74 (p)	9 599,74 (p)	10 827,53	5 428,79	1 365,88	1 883,01	2 857,28
Solde public (% PIB)							
2022	-3,4	-6,2	-3,2	-1,7	-1,0	-4,6	-0,6
2023	-5,1	-6,7	-3,7	-4,9	-3,4	-2,2	-0,8
Dettes publiques brutes (% PIB)							
2022	49,2	74,1	44,2	57,7	18,5	41,8	38,1
2023	49,6	73,5	44,0	56,0	19,6	43,6	38,3
Solde du compte courant (% PIB)							
2022	-2,4	-8,4	-4,9	-7,3	-3,2	-4,8	-5,5
2023	1,6	0,3	0,4	-1,6	-2,1	-4,0	1,9

Source : Eurostat,

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

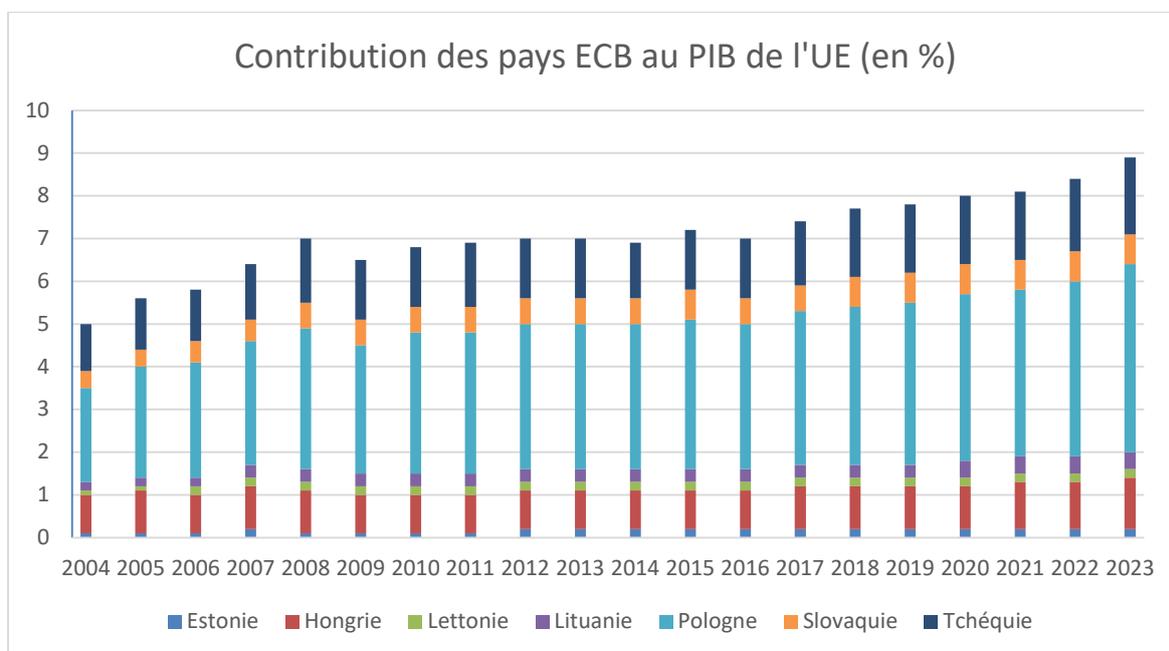
Dossier du mois :

20 ans d'UE en Europe centrale et balte

Introduction : En ce mois de mai 2024, les pays d'Europe centrale et balte célèbrent les 20 ans de leur adhésion à l'Union européenne. A l'heure du bilan, il apparaît de façon évidente que les pays d'Europe centrale et balte ont bénéficié de l'adhésion à l'UE. L'écart de richesse est aujourd'hui criant avec les pays n'ayant pas adhéré à l'UE à l'époque. Outre les bénéfices de l'intégration au marché unique et aux chaînes de valeur européennes qui ont permis d'augmenter considérablement leur commerce de biens et de services, les pays d'Europe centrale et balte ont largement profité des fonds européens qui assurent le développement de leurs territoires. Toutefois, le rattrapage avec les principales économies européennes n'est pas encore achevé. Les niveaux de richesse par habitant des pays d'Europe centrale et balte se trouvent encore, en valeur nominale comme en parité de pouvoir d'achat, inférieurs à la moyenne européenne.

1. Suite à l'adhésion à l'UE, les pays d'Europe centrale et balte ont connu un accroissement de leur richesse nationale

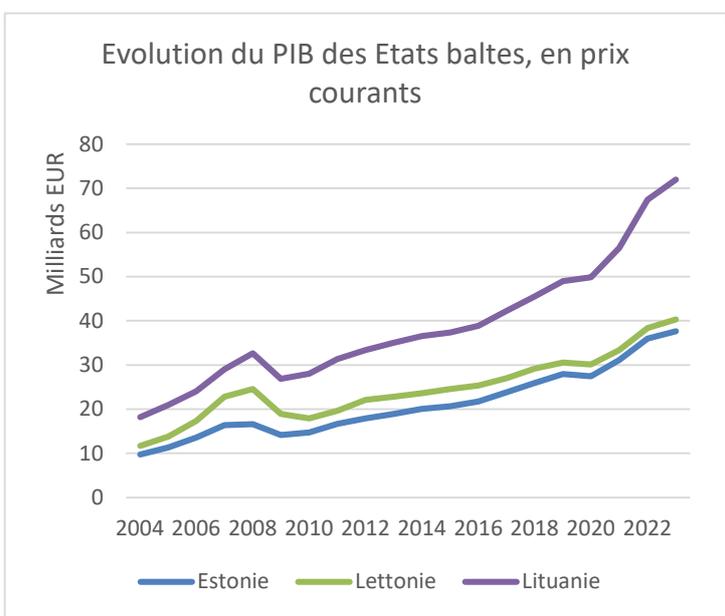
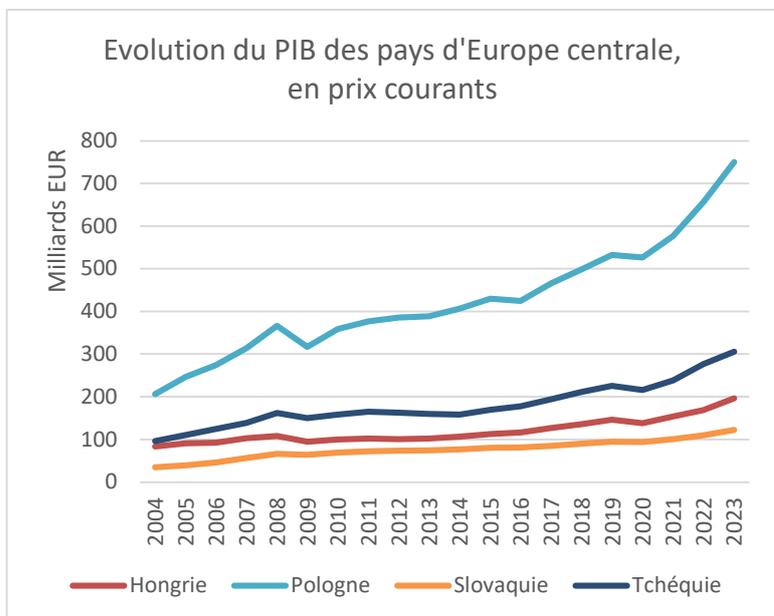
Il y a 20 ans, en 2004, l'Union européenne réalisait son plus important mouvement d'élargissement avec l'adhésion de 10 nouveaux Etats membres¹ parmi lesquels les pays d'Europe centrale et balte (ECB – Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Tchéquie). Depuis lors, tous ces pays ont connu un large accroissement de leur richesse nationale. En 2004, les pays ECB comptaient pour 5% du PIB de l'Union européenne avec un PIB régional estimé à 460 Mds EUR. **20 ans après, le poids de la région a presque doublé et représente 9% du PIB de l'UE.** Sur cette période, la valeur nominale du PIB régional a été multipliée par 3, atteignant 1 525 Mds EUR en 2023. La région ECB se place ainsi virtuellement comme la 4^{ème} économie de l'UE devant l'Espagne et son PIB de 1 461 Mds EUR en 2023.



Source : Eurostat, SER de Varsovie

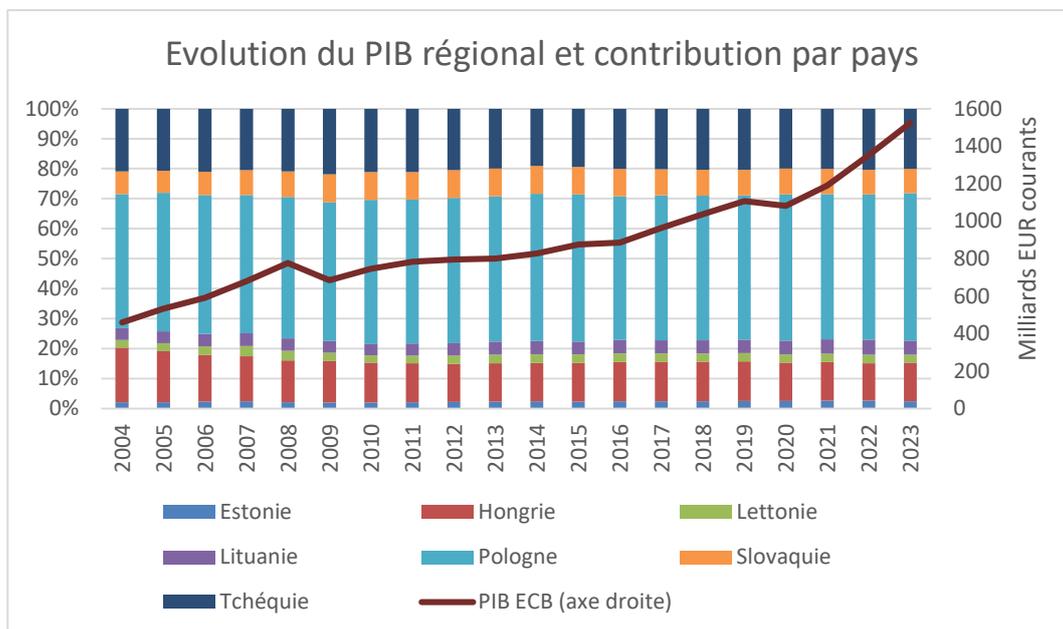
¹ Les 7 pays d'Europe centrale et balte ainsi que Chypre, Malte et la Slovaquie.

Durant cette période, l'ensemble des pays de la région a connu une croissance continue, seulement interrompue par la crise financière de 2008 et la pandémie de covid-19. Première économie de la région, la Pologne a vu son PIB évoluer en prix courants, de 200 Mds EUR en 2004 à 750 Mds EUR en 2023. A l'époque, elle avait le 9^{ème} PIB européen (Royaume-Uni exclu). **La Pologne est aujourd'hui le 6^{ème} PIB de l'UE.** En dépit d'un niveau de richesse relativement modeste à l'échelle régionale, la **Lituanie et l'Estonie** sont les pays dont la croissance du PIB a été la plus forte à l'issue de ces 20 années. **Ces deux pays ont vu leur PIB être multiplié par 4**, passant pour la Lituanie de 18 à 72 Mds EUR courants et pour l'Estonie de 10 à 38 Mds EUR courants. A l'inverse, **la Hongrie apparaît comme l'économie qui a le moins progressé dans la région.** En 20 ans, le PIB hongrois a « seulement » doublé passant de 84 à 196 Mds EUR courants.



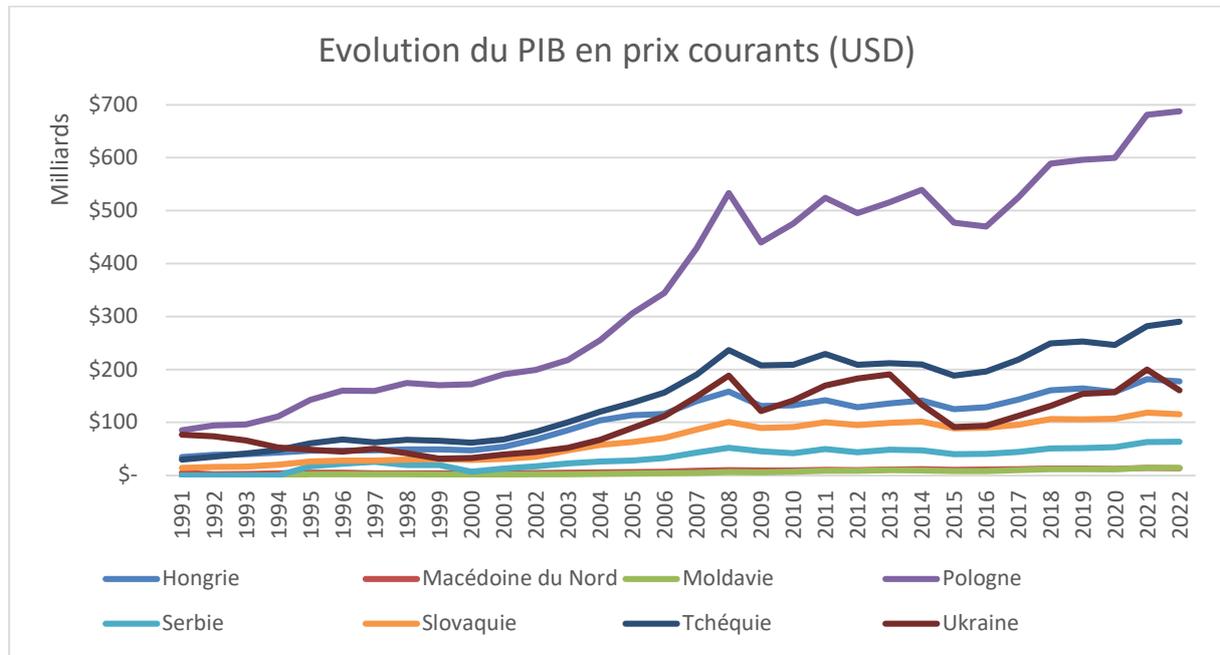
Source : Eurostat, SER de Varsovie

En dépit de la forte progression des PIB nationaux, la structure de l'économie régionale n'a que peu évolué en 20 ans. **La Pologne continue de dominer l'ensemble, générant pas moins de 49% du PIB régional en 2023** contre 45% en 2004. Les pays baltes se sont maintenus à un niveau relativement modeste (5% pour la Lituanie, 3% pour la Lettonie et 2% pour l'Estonie). Les parts de la Tchéquie (20%) et de la Slovaquie (8%) sont également stables sur 20 ans. En revanche, **la Hongrie, du fait de sa moindre croissance, a vu son poids dans la richesse régionale diminuer (passant de 18% du PIB régional en 2004 à 13% en 2023).**



Source : Eurostat, SER de Varsovie

Les bénéficiaires de l'adhésion à l'UE pour les économies des pays ECB sont flagrants lorsque l'on compare leurs trajectoires avec celles des pays voisins demeurés hors de l'UE. Ces pays, aujourd'hui candidats à l'adhésion, ont également connu une période de croissance dans les années 2000. Néanmoins, **leur écart de richesse avec les pays ECB est aujourd'hui bien plus importante qu'avant l'adhésion.** Au début des années 2000, les PIB slovaque et serbe étaient assez proches (35 Mds USD pour la Slovaquie contre 17 Mds pour la Serbie en 2002). 20 ans après, l'écart de richesse entre les deux atteint 53 Mds EUR. Au sortir de la Guerre froide, les PIB polonais (85 Mds USD) et ukrainien (77 Mds USD) étaient également comparables. Lors de l'adhésion de la Pologne, cet écart s'était déjà creusé à 217 Mds USD. Il était supérieur à 527 Mds USD en 2022.



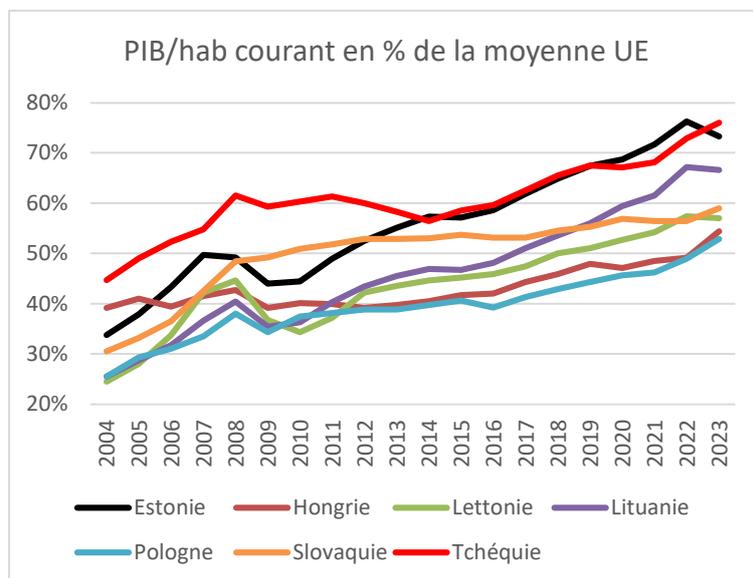
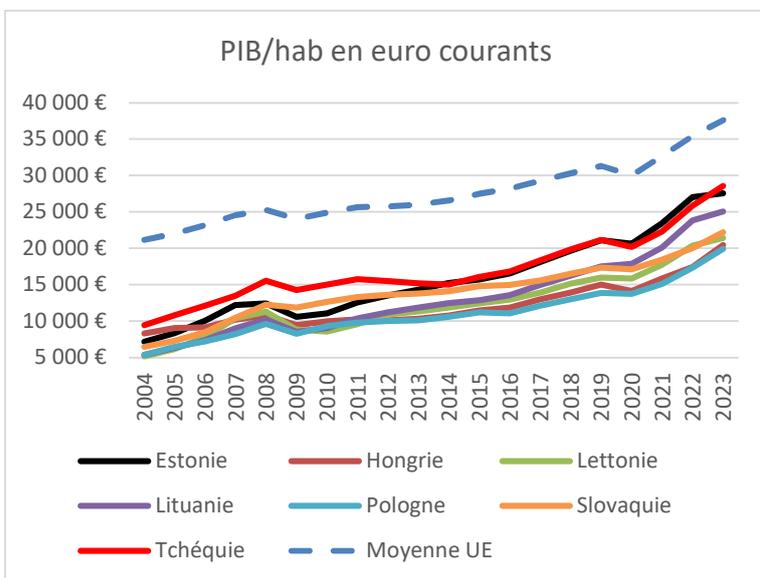
Source : Banque mondiale, SER de Varsovie

Ces écarts de développement sont encore plus marqués s'agissant de la richesse par habitant. Au milieu des années 1990, le PIB par habitant de la Pologne était encore relativement proche des niveaux connus par des pays comme la Serbie ou la Macédoine du Nord (respectivement 3687 USD, 2207 USD et 2373 USD). 20 ans après l'adhésion à l'UE, **l'écart de richesse par habitant est en moyenne de 15 000 USD entre les pays de Visegrad et les principaux voisins candidats à l'adhésion.**

2. Le rattrapage économique des pays de la région n'est toutefois pas encore achevé.

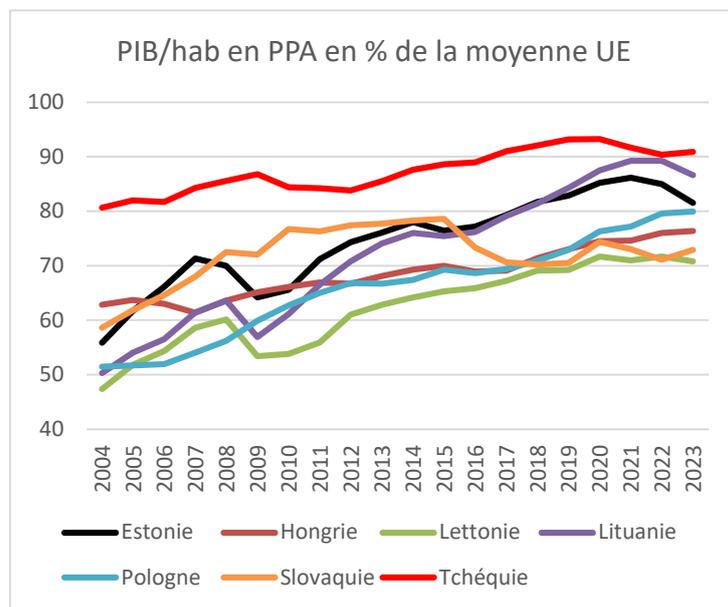
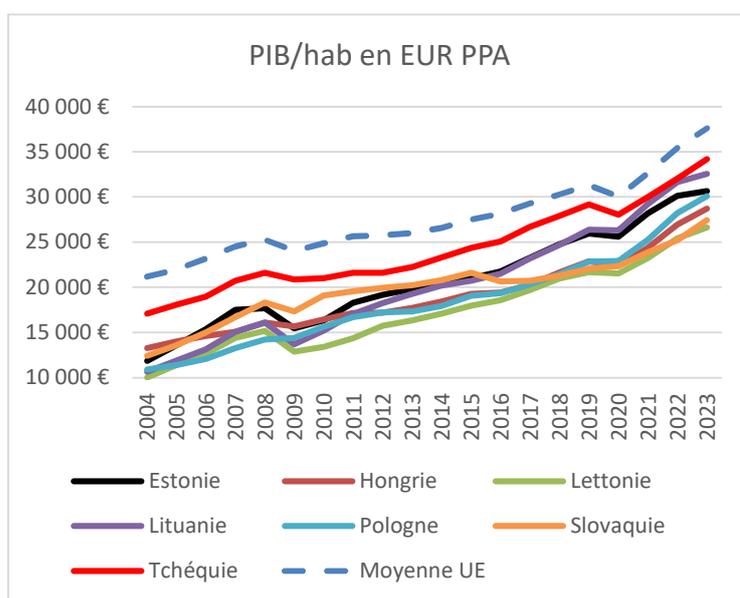
Si la richesse nationale des pays ECB a indubitablement progressé à grand rythme au cours des 20 dernières années, **la richesse nominale par habitant n'a pas encore atteint la moyenne européenne et se trouve encore largement inférieure aux niveaux des économies les plus avancées de l'UE.** Au moment de l'adhésion, la richesse par habitant dans la région ECB oscillait entre 5 180 EUR en Lettonie et 9 460 EUR en Tchéquie. La moyenne européenne s'élevait alors à 21 180 EUR. **Ce faisant, les PIB par habitant dans la région étaient compris entre 25 et 45% de la moyenne européenne.** A l'époque, la richesse par habitant en France s'élevait à 27 180 EUR soit 128% de la moyenne européenne.

20 ans après, les niveaux de PIB par habitant ont largement progressé sans toutefois atteindre le niveau de la moyenne européenne. **La richesse nominale par habitant dans les pays ECB en 2023 est ainsi comprise entre 19 920 EUR en Pologne (53% de la moyenne UE) et 28 580 EUR en Tchéquie (76%) qui conserve son statut de leader régional, talonné par l'Estonie (27 590 EUR, 73%).** La moyenne européenne s'établit à 37 620 EUR. En France, le PIB par habitant s'élève à 40 000 EUR, représentant 109% de la moyenne européenne en 2023.



Source : Eurostat, SER de Varsovie

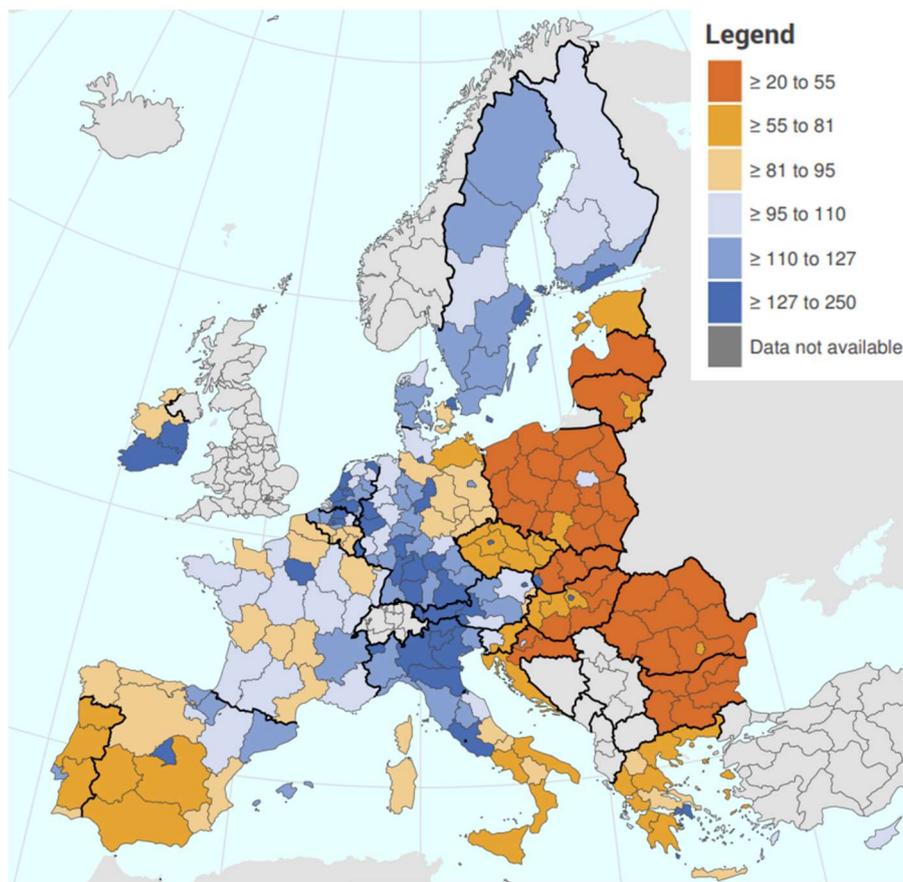
Ces performances s'améliorent toutefois lorsqu'elles s'expriment en parité de pouvoir d'achat (PPA), c'est-à-dire en prenant en compte les différences du coût de la vie dans les différents pays. **Avec cet indicateur, le niveau de richesse par habitant des pays ECB s'approche davantage de la moyenne européenne sans toutefois l'atteindre.** La Tchéquie, indétrônable leader régional, affiche un PIB par habitant d'environ 34 000 EUR PPA représentant 91% de la moyenne européenne. A l'inverse, la Lettonie se trouve à la dernière place régionale avec un PIB par habitant d'environ 26 600 EUR PPA équivalant à 71% de la moyenne européenne. La Pologne améliore également ses performances affichant un PIB par habitant de 30 100 EUR PPA (80% de la moyenne européenne).



Source : Eurostat, SER de Varsovie

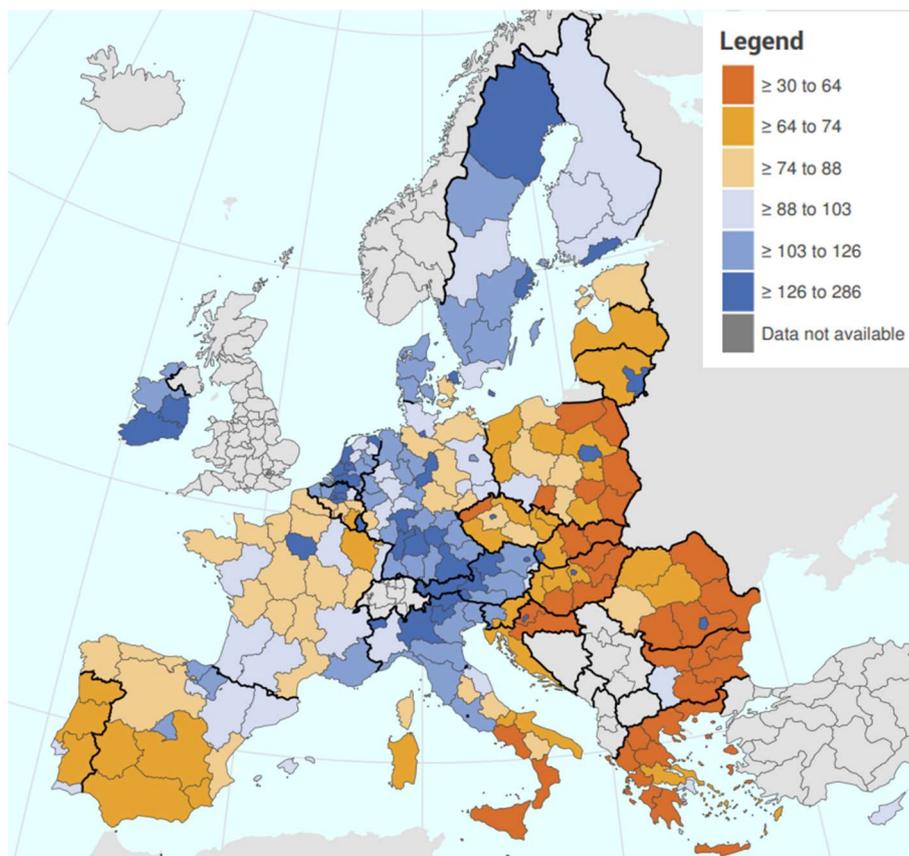
Ces disparités de richesse s'estompent également selon l'échelle retenue. Lors de l'adhésion, l'ensemble des régions des pays ECB présentaient des niveaux de PIB par habitant compris entre 20 et 55% de la moyenne européenne. 20 ans après, des disparités régionales importantes se sont faites jour au sein même de ces pays. En particulier, **leurs capitales se sont affirmées comme des espaces beaucoup plus aisés, affichant des niveaux de PIB/habitant désormais supérieurs à la moyenne européenne.** Ces capitales participent aujourd'hui pleinement à la métropolisation de l'économie européenne.

PIB/habitant en EUR PPA, en pourcentage de la moyenne européenne par région en 2004



Source : Eurostat

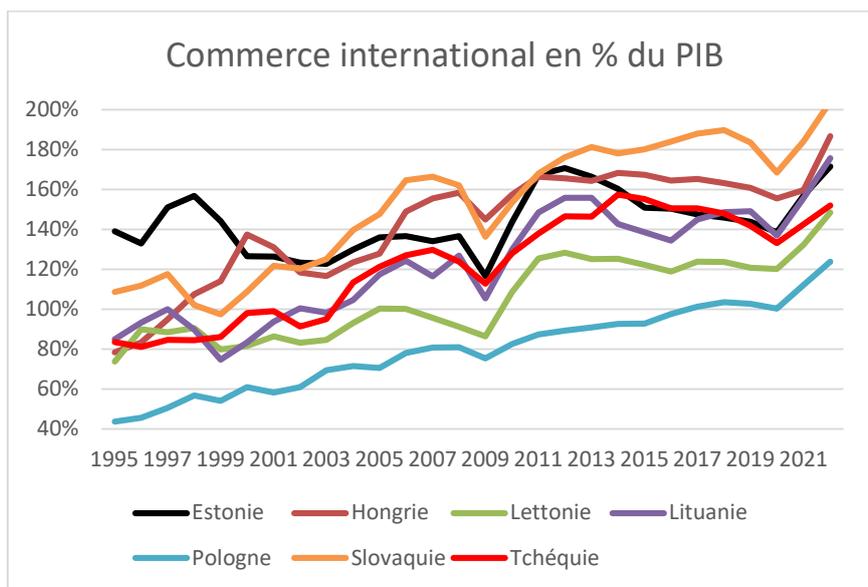
PIB/habitant en EUR PPA, en pourcentage de la moyenne européenne par région en 2022



Source : Eurostat

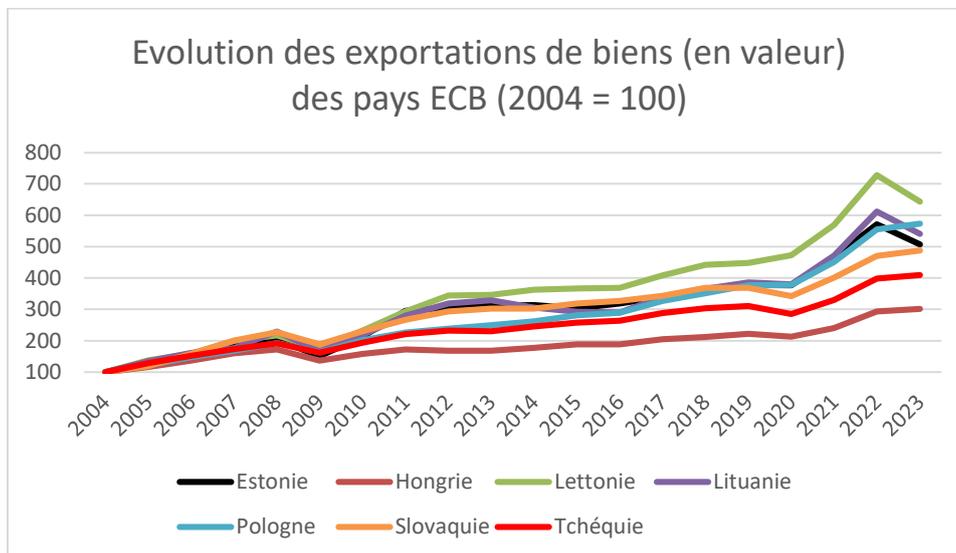
3. L'adhésion à l'UE a participé à l'internationalisation de l'économie des pays ECB

Bénéficiant de l'intégration au marché européen et aux chaînes de valeur européennes, les économies des pays ECB se sont largement internationalisées. Lors de l'adhésion, le commerce international des pays ECB représentait entre 70% (Pologne) et 140% (Slovaquie) de leur PIB respectif. 20 ans après, le commerce international des pays de la région s'établit entre 124% (Pologne) et 204% (Slovaquie) de leur PIB. Leader régional en la matière, la Slovaquie se distingue par sa forte intégration aux chaînes de valeur européennes notamment dans l'automobile, pilier essentiel de l'économie du pays.



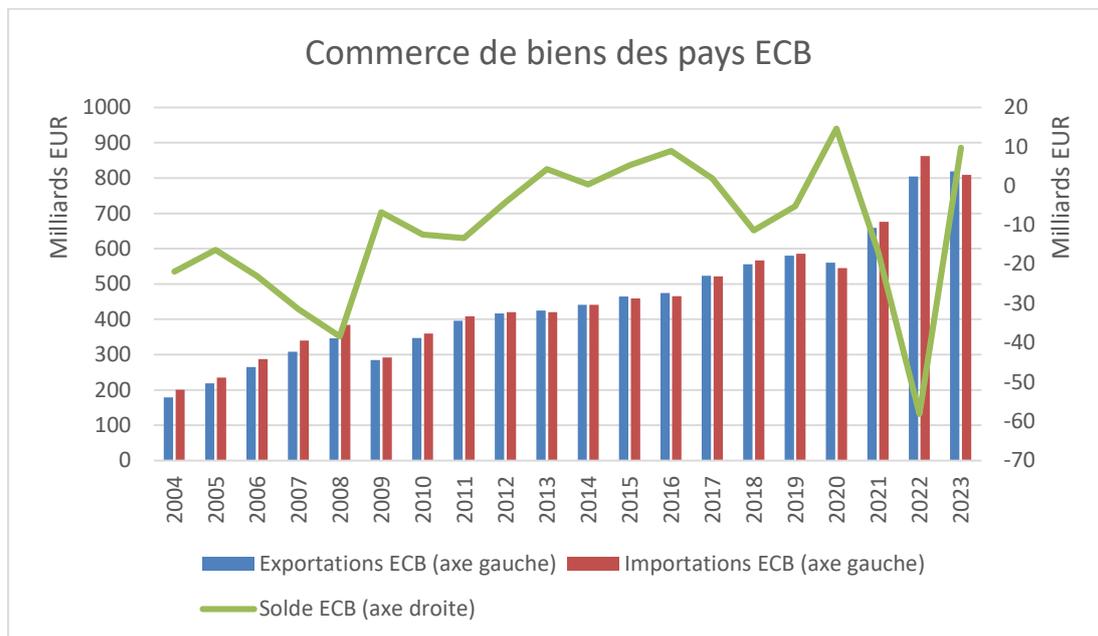
Source : Banque mondiale, SER de Varsovie

En 20 ans, la valeur nominale des exportations de biens des pays ECB a été multiplié par 5 en moyenne. La valeur cumulée des exportations des pays ECB a progressé de 179 Mds EUR en 2004 à 819 Mds EUR en 2023. Si la Pologne réalise une large part des exportations régionales (41% en 2023), suivie par la Tchéquie (22%), les pays baltes ont également vu leurs exportations fortement progresser en valeur. La Lettonie s'affiche même comme le leader régional à cet égard (+544% en 20 ans). Logiquement, les importations de biens ont connu une dynamique similaire. La valeur cumulée des importations a été multipliée par 4 dans la région, passant de 200 Mds EUR en 2004 à 809 Mds EUR en 2023.



Source : Eurostat, SER de Varsovie

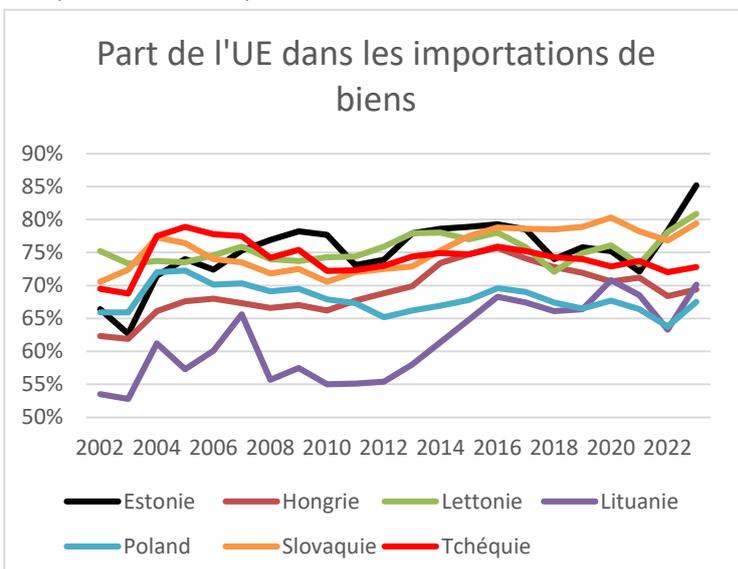
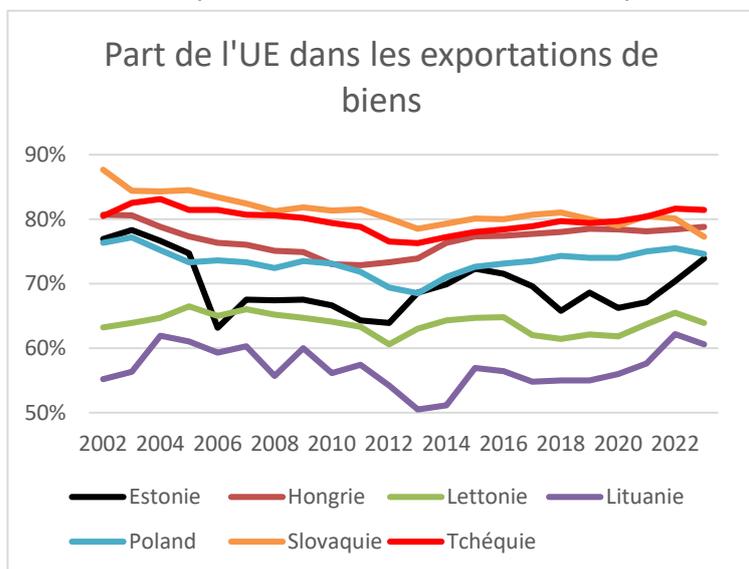
Ce faisant, **la balance commerciale cumulée des pays ECB a souvent été déficitaire au cours des 20 dernières années**, notamment en raison des importations de produits énergétiques. Ce résultat tend néanmoins à s'améliorer depuis l'adhésion. En 2023, le solde commercial s'élevait à un peu moins de 10 Mds EUR, retrouvant le niveau avant la crise énergétique de 2022.



Source : Eurostat, SER de Varsovie

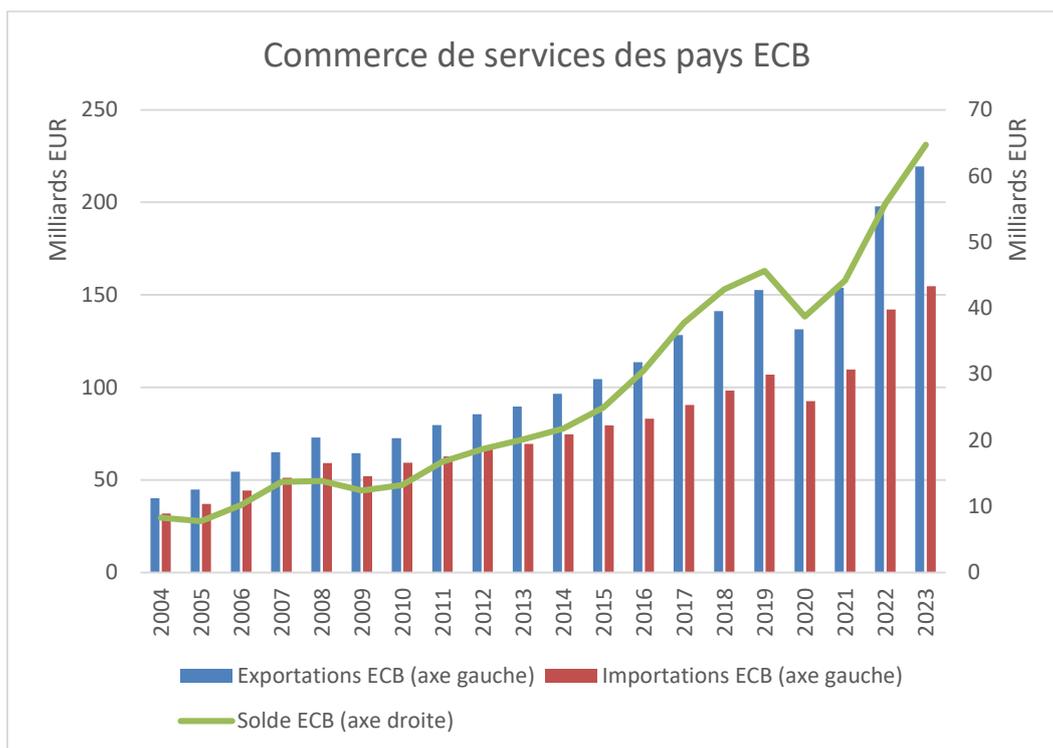
Les pays ECB réalisent la majeure partie de leur commerce de biens avec les autres pays de l'Union européenne. Selon le pays retenu, **la part de marché de l'UE dans les exportations varie de 61 à 81%**. Les pays de Visegrad connaissent une exposition à la demande européenne relativement plus importante (entre 75 et 80% dans les années 2010) du fait de leur très forte intégration aux chaînes de valeur européennes notamment dans l'industrie manufacturière. A l'inverse, les pays baltes ont eu tendance à légèrement moins dépendre de l'UE pour leurs exportations, notamment du fait de leur proximité avec le marché russe.

De façon symétrique, les pays ECB reposent largement sur les pays de l'UE pour leurs approvisionnements : **en moyenne, ils importent 75% de leurs biens depuis leurs voisins européens.** La Lituanie et la Pologne, pays ayant les façades maritimes et les infrastructures portuaires les plus importantes de la région, connaissent une dépendance à l'UE relativement plus modeste pour leurs importations (65% en 2019).

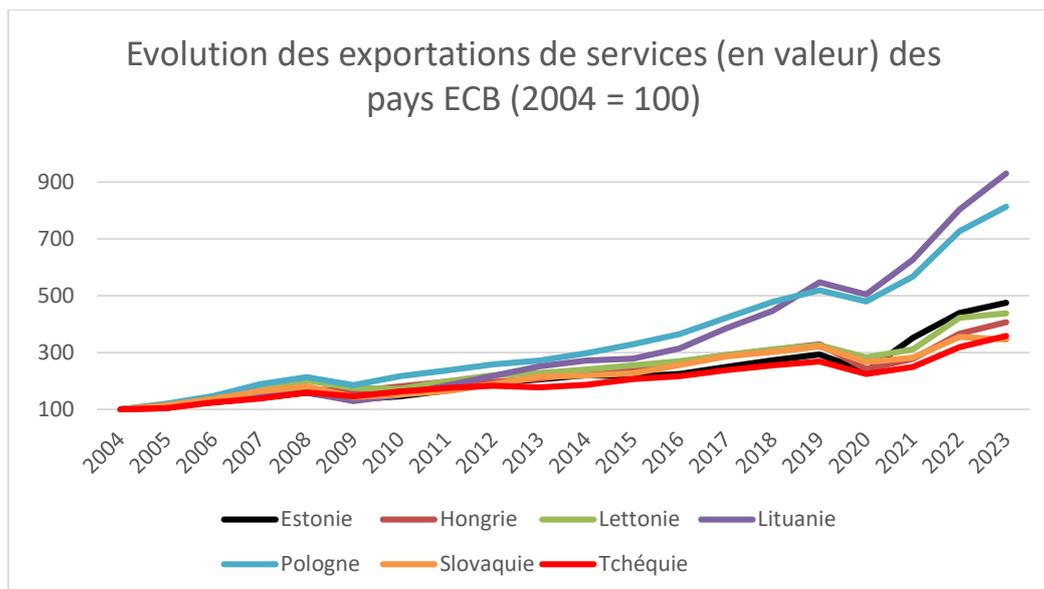


Source : Eurostat, SER de Varsovie

Les pays ECB ont également connu une très forte progression de leur commerce de services depuis l'adhésion à l'UE. La valeur cumulée des exportations de service a été multipliée par 5, passant de 40 à 219 Mds EUR tandis que celle des importations a été multipliée par 4, passant de 32 à 155 Mds EUR. Ce faisant, **la région connaît un excédent structurel de sa balance de services, passée de 8 Mds EUR en 2004 à 65 en 2023, et qui ne cesse de s'amplifier.** La Pologne et la Lituanie, se distinguent comme les pays qui ont vu leurs exportations de service le plus progresser depuis l'adhésion à l'UE : +830% pour la Lituanie, +714% pour la Pologne contre +305% en moyenne pour les autres pays ECB. Ces performances tiennent notamment à leurs secteurs logistiques et de transports particulièrement étoffés assurant une bonne part de la liaison entre les pays ECB et leurs partenaires commerciaux.



Source : Eurostat, SER de Varsovie

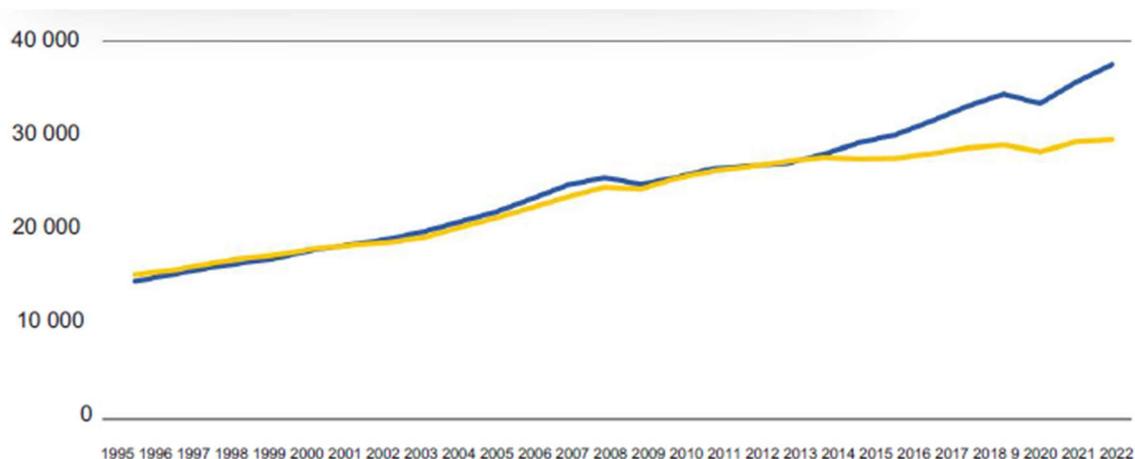


Source : Eurostat, SER de Varsovie

4. Les bénéfiques économiques de l'adhésion à l'UE semblent aujourd'hui indéniables.

Dans un récent rapport, le principal centre de recherche polonais en économie (PIE) a présenté un modèle contrefactuel pour illustrer le développement économique qu'auraient pu avoir les pays ECB sans l'adhésion à l'UE². D'après ses résultats, à l'échelle de la région, **le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est 27% supérieur à ce qu'il aurait été sans adhésion à l'UE**. La Lituanie, la Pologne et la Lettonie apparaissent comme les plus grands bénéficiaires de l'adhésion à l'UE. **Le surplus de richesse par habitant apporté par l'UE est estimé à 60% pour la Lituanie, 40% pour la Pologne et 32% pour la Lettonie. A l'inverse, la Tchéquie et l'Estonie apparaissent comme les pays ayant le moins bénéficié de l'adhésion**. La Tchéquie connaissait avant l'adhésion un niveau de développement supérieur à la moyenne régionale, et plus proche de la moyenne européenne, si bien que l'effet de rattrapage y est moins prononcé. Le PIB par habitant en PPA y serait 9% supérieur à ce qu'il aurait été sans l'adhésion. Dans le cas de l'Estonie, les bénéfices économiques de l'adhésion semblent avoir été annulés par les coûts de la crise financière de 2007-2008. Le PIB par habitant en PPA observé est similaire à ce qu'il aurait été sans l'adhésion à l'UE selon le rapport.

Evolution du PIB/hab en USD PPA dans les pays ECB et le contrefactuel d'une non-adhésion

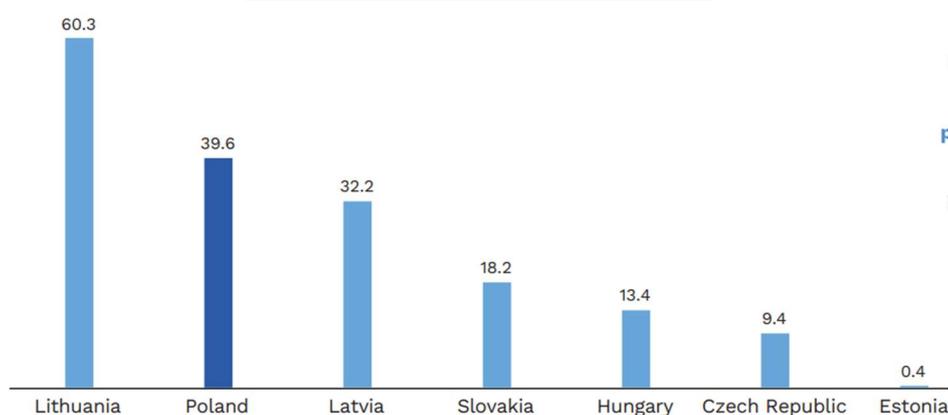


En bleu : le PIB/hab en USD PPA observé

En jaune : le PIB/hab estimé en cas de non adhésion à l'UE (scénario contrefactuel).

Source : Rapport de l'Institut Polonais d'Economie (PIE)

Différence entre le PIB par habitant en PPA à prix constants 2022 et le contrefactuel d'une non-adhésion à l'UE (en %)

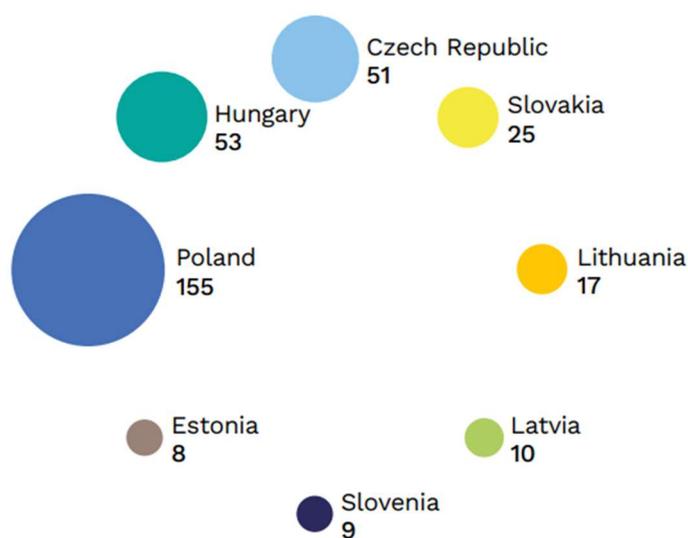


Source : Rapport PIE

² Rapport consultable au lien suivant : [Thanks to EU membership, Poland's GDP per capita is 40 % higher - Polish Economic Institute \(pie.net.pl\)](https://www.pie.net.pl/en/2022/09/thanks-to-eu-membership-polands-gdp-per-capita-is-40-higher/)

Les bénéficiaires de l'adhésion à l'UE se mesurent également à l'aune des fonds structurels européens versés (principalement les fonds de cohésion et les fonds de la politique agricole commune). Les fonds de cohésion sont destinés aux pays ou régions les moins avancés de l'UE afin de renforcer la cohésion économique de l'ensemble européen. Les 7 pays ECB font partie des 15 Etats-membres de l'UE recevant actuellement des fonds de cohésion. **Entre 2004 et 2022, les pays ECB auraient perçu près de 320 Mds EUR de fonds européens de cohésion.** La Pologne concentre près de 48% des fonds perçus dans la région soit environ 155 Mds EUR. Selon les pays, les fonds de cohésion perçus représentent chaque année un apport de 1 à 3% du PIB. Depuis l'adhésion en 2004, ces fonds ont principalement soutenu le développement des réseaux d'infrastructures des pays de la région. A ceux-ci s'ajoutent les fonds de la Politique agricole commune (PAC). **Depuis 2004, la région aurait reçu près de 150 Mds EUR de fonds PAC dont la moitié a bénéficié à la Pologne (73,5 Mds EUR).** Ces fonds ont participé à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement et au développement des régions agricoles.

Fonds de cohésion perçus par les pays ECB entre 2004 et 2022 (en Mds EUR)



Source : Rapport PIE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr